

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE - 4ÈME RAPPORT 2025

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	5
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	8
<u>Annexe 1 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Camille Caudel à Palaiseau</u>	9
<u>Annexe 2 : Convention relative utilisation équipements sportifs - L'Essouriau à Les Ulis</u>	15
<u>Annexe 3 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Gabriel Péri à Champigny sur Marne</u>	21
<u>Annexe 4 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Hoche à Versailles</u>	27
<u>Annexe 5 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Jules Ferry à Versailles</u>	33
<u>Annexe 6 : Convention relative utilisation équipements sportifs - La Bruyère à Versailles</u>	39
<u>Annexe 7 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Marie Curie à Versailles</u>	45
<u>Annexe 8 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Jacques Prévert à Versailles</u>	51
<u>Annexe 9 : Convention relative utilisation équipements sportifs-Evariste Galois à Beaumont sur Oise</u>	57
<u>Annexe 10 : Convention relative utilisation équipements sportifs-de l'Observatoire à Meudon</u>	64
<u>Annexe 11 : Convention relative utilisation équipements sportifs -Gastond Bachelard à Chelles</u>	75
<u>ANNEXE 12 - Convention relative utilisation équipements sportifs-Auguste Perdonnet a Thorigny sur Marne</u>	81
<u>ANNEXE 13-Convention utilisation équipements sportifs-Auguste Perdonnet-Thorigny sur Marne</u>	87
<u>ANNEXE 14-Convention utilisation équipements sportifs-Georges Sand à Domont</u>	93
<u>ANNEXE 15-convention utilisation équipements sportifs-Viollet le Duc à Villiers St Frédéric</u>	100

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conventions d'utilisation d'équipements sportifs avec les communes de Palaiseau, Les Ulis, Champigny sur Marne, Versailles, Beaumont sur Oise et Chelles

Le code du sport, en son article L100-1, dispose que la pratique des activités physiques et sportives « fait partie intégrante de l'éducation et de la culture. Elle s'exerce dans le respect des principes de la République et contribue à l'intégration sociale, à la solidarité intergénérationnelle et à l'apprentissage de la citoyenneté et de la vie démocratique. Elle constitue une dimension nécessaire des politiques publiques ayant notamment pour but l'égalité des chances, la préservation et la restauration de la santé et du bien-être moral et physique des individus et, plus généralement, l'épanouissement de la personne et le progrès collectif. La loi favorise un égal accès aux activités physiques et sportives, sans discrimination fondée sur le sexe, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, l'appartenance, vraie ou supposée, à une nation ou à une ethnie, la religion, la langue, la condition sociale, les opinions politiques ou philosophiques ou tout autre statut ». Afin qu'elles puissent s'exercer, il est nécessaire que lesdites activités physiques et sportives disposent d'équipements appropriés.

Pour les établissements d'enseignement du second degré dont la Région a la charge, deux cas peuvent se présenter. Ces équipements existent déjà et sont intégrés aux lycées, ou ils n'existent pas et dans ce cas, il convient de recourir à des installations situées à l'extérieur des établissements. Dans ce second cas, l'article L214-4 du code de l'éducation prévoit la conclusion de conventions entre les établissements publics locaux d'enseignement, la Région et les propriétaires (ou gestionnaires en cas de structure intercommunale) d'équipements sportifs afin de permettre la réalisation des programmes scolaires de l'éducation physique et sportive.

C'est dans ce cadre qu'ont été établis les projets de conventions suivants :

- Convention avec la commune de Palaiseau pour le lycée de Camille Claudel
- Convention avec la commune de Les Ulis pour le lycée de l'Essouriau
- Convention avec la commune de Champigny sur Marne pour le lycée Gabriel Péri
- Convention avec la commune de Versailles pour le lycée Hoche
- Convention avec la commune de Versailles pour le lycée Jules Ferry
- Convention avec la commune de Versailles pour le lycée La Bruyère
- Convention avec la commune de Versailles pour le lycée Marie Curie
- Convention avec la commune de Versailles pour le lycée Jacques Prévert
- Convention avec la commune de Beaumont sur Oise pour le lycée Evariste Galois
- Convention avec la commune de Meudon pour le lycée de l'Observatoire
- Convention avec la commune de Chelles pour le lycée Gaston Bachelard
- Conventions avec la commune de Thorigny sur Marne pour le lycée Auguste Perdonnet
- Convention avec la commune de Domont pour le lycée Georges Sand
- Convention avec la commune de Villiers Saint Frédéric au lycée Viollet le Duc

La mise à disposition des équipements fait l'objet d'une participation financière au bénéfice de la collectivité locale propriétaire ou de la structure intercommunale gestionnaire, conformément à l'article L1311-15 du code général des collectivités territoriales. Le lycée verse cette participation à la collectivité et bénéficie pour cela de la part de la Région d'une dotation complémentaire dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement. Pour l'année 2025 (CR 2024-041 du 26 septembre 2024), cette dotation est plafonnée à 8 € par élève.

Aussi, il est proposé d'approuver les projets de convention relatifs à l'utilisation des équipements sportifs annexés à la présente délibération..

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES EPLE - 4ÈME RAPPORT 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code du sport ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2023-032 du 20 septembre 2023 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2024

VU la délibération n° CR 2024-041 du 26 septembre 2024 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2025

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-303 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Palaiseau au bénéfice du lycée Camille Claudel figurant en annexe 1 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 2 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Les Ulis au bénéfice du lycée l'Essouriau figurant en annexe 2 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 3 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Champigny sur Marne au bénéfice du lycée Gabriel Péri figurant en annexe 3 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 4 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Versailles au bénéfice du lycée Hoche figurant en annexe 4 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 5 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Versailles au bénéfice du lycée Jules Ferry figurant en annexe 5 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 6 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Versailles au bénéfice du lycée La Bruyère figurant en annexe 6 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 7 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Versailles au bénéfice du lycée Marie Curie figurant en annexe 7 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 8 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Versailles au bénéfice du lycée Jacques Prévert figurant en annexe 8 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 9 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Beaumont sur Oise au bénéfice du lycée Evariste Galois figurant en annexe 9 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 10 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Meudon au bénéfice du lycée de l'Observatoire figurant en annexe 10 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 11 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Chelles au bénéfice du lycée Gaston Bachelard figurant en annexe 11 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 12 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Thorigny sur Marne au bénéfice du lycée Auguste Perdonnet figurant en annexe 12 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 13 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la communauté d'agglomération de Marne et Gondoire au bénéfice du lycée Auguste Perdonnet figurant en annexe 13 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 14 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Domont au bénéfice du lycée Auguste Georges Sand figurant en annexe 14 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

Article 15 :

Approuve la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la commune de Villiers Saint Frédéric au bénéfice du lycée Viollet le Duc figurant en annexe 15 à la présente délibération, autorise la Présidente à la signer

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

**Annexe 1 : Convention relative utilisation équipements sportifs
- Camille Caudel à Palaiseau**

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **Ville de Palaiseau** *sis* à 91 rue de Paris - 91120, représenté par Monsieur Grégoire de Lasteyrie, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération du en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **LGT Camille Claudel** *sis* 17 rue Robespierre à Palaiseau - 91120, représenté par Madame Nassera Roulleau, en sa qualité de chef(fe) d'établissement .., agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :**Article 1 - Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Gymnase Georges Castaing		
Gymnase René Isnard		
Salle de musculation		

**Annexe 2 : Convention relative utilisation équipements sportifs
- L'Essouriau à Les Ulis**

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la commune de **Les Ulis** sis rue du Morvan . à Les Ulis - BP 43 - 91940, représenté par Monsieur Clovis CASSAN, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° 2020/080 en date du 10 juillet 2020

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, LPO de l'Essouriau sis Avenue de Dordogne à Les Ulis - 91140, représenté par Monsieur Marc ROULLIER, en sa qualité de chef(fe) d'établissement .., agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 4 mars 2025

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Stade Jean-Marc Salinier		
Piscine des Ulis		
Terrain de sport du Bosquet (Terrain synthétique de football)		
Stade des Pampres- (terrain de rugby)		
Aire de grand jeu du Parc Sud		
Plateau d'évolution sportive de Courdimanche		
Plateau d'évolution sportive de l'Essouriau		

**Annexe 3 : Convention relative utilisation équipements sportifs
- Gabriel Péri à Champigny sur Marne**

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la commune de **Chamigny sur Marne** sis 14 rue Louis Talamoni - 94500 à Champigny sur Marne, représenté par Monsieur Laurent Jeanne, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° 2025-051-DE du Conseil Municipal en date du 14 mai 2025

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° **CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **lycée Gabriel Péri**, sis 43 avenue Boileau - 94500 à Champigny sur Marne, représenté par Monsieur Jacques Médina, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 14 novembre 2024

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :**Article 1 - Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Complexe sportif Jean Guimier		
Gymnase Paul Emile Victor		
Stade LeonDuprat		

Annexe 4 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Hoche à Versailles

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **la commune de Versailles** *sis* 4 avenue de Paris - 78000 à Versailles, représenté par Monsieur François de Mazières, en sa qualité de , Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **le lycée Hoche**, *sis* 73 avenue de Saint Cloud
- 78 000 à Versailles, représenté par Madame Barbara CHAPPE, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :**Article 1 - Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre sportif Jean Marc Fresnel		
Centre sportif de Porchefontaine		
Centre sportif Montbauron		
Gymnase Remilly		

Annexe 5 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Jules Ferry à Versailles

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **la commune de Versailles** *sis* 4 avenue de Paris - 78000 à Versailles, représenté par Monsieur François de Mazières, en sa qualité de , Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **le lycée Jules Ferry**, *sis* 29 rue du Maréchal Joffre- 78 000 à Versailles, représenté par Madame Dominique GOBETTI, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 26 juin 2025

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre sportif Jean Marc Fresnel		
Centre sportif de Porchefontaine		
Centre sportif Montbauron (gymnase et stade)		
Stade Sans Souci		

Annexe 6 : Convention relative utilisation équipements sportifs - La Bruyère à Versailles

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **la commune de Versailles** *sis* 4 avenue de Paris - 78000 à Versailles, représenté par Monsieur François de Mazières, en sa qualité de , Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **le lycée La Bruyère**, *sis* 31 avenue de Paris-78 000 à Versailles, représenté par Madame Mathilde COURTOIS, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre sportif de Porchefontaine		
Centre sportif Montbauron (gymnase et stade)		
Gymnase Rémilly		

Annexe 7 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Marie Curie à Versailles

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **la commune de Versailles** *sis* 4 avenue de Paris - 78000 à Versailles, représenté par Monsieur François de Mazières, en sa qualité de , Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **le lycée Marie Curie**, *sis* 70 avenue de Paris-78 000 à Versailles, représenté par Monsieur Thierry FAUCONNIER, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre sportif de Porchefontaine		
Centre sportif Montbauron (gymnase et stade)		
Gymnase Rémilly		
Centre sportif Jean-Marc Fresnel		

Annexe 8 : Convention relative utilisation équipements sportifs - Jacques Prévert à Versailles

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **la commune de Versailles** *sis* 4 avenue de Paris - 78000 à Versailles, représenté par Monsieur François de Mazières, en sa qualité de , Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **le lycée Jacques Prévert**, *sis* 88 avenue des Etats Unis- 78 000 à Versailles, représenté par Monsieur Eric LEROI, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre sportif de Porchefontaine		
Centre sportif Jean-Marc Fresnel		

Annexe 9 : Convention relative utilisation équipements sportifs-Evariste Galois à Beaumont sur Oise

**CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS
SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX
AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE
REGIONALE**

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise (CCHVO), représentée par Catherine Borgne, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire n°DEL-2025 en date du 6 octobre 2025 ;

**Dénommée ci-après « la Collectivité
»,**

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération n° CP 2025-303 en date du 21 novembre 2025..... ;

**Dénommée ci-après “ la Région
”,**

ET

Le lycée Evariste Gallois, sis 14 boulevard Léon Blum à Beaumont-sur-Oise (95260), représenté par son proviseur, Monsieur Thierry CHARLIER, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

**Dénommée ci-après « l'Etablissement
»**

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / décembre N-1.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2025 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son

remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la
Collectivité

Fait à
Le
Pour la
Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

EQUIPEMENT	JOURS D'OCCUPATION	HORAIRES
Gymnase Stephane Diagana Boulevard Léon Blum 95260 BEAUMONT-SUR- OISE	Lundi	8h30-12h30 13h30-17h30
	Mardi	8h30-12h30 13h30-17h30
	Mercredi	8h30-12h30
	Jeudi	8h30-12h30 13h30-17h30
	Vendredi	8h30-12h30 13h30-17h30

Annexe 10 : Convention relative utilisation équipements sportifs-de l'Observatoire à Meudon

**CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS
COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES
ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE**

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, **Ville Meudon** *s/s* à 6 avenue le Corbeiller 92190, représenté par Monsieur Denis LARGHERO, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération du en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *s/s* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération n° **CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, **LPO de l'Observatoire** *s/s* 3 rue Etlin à Meudon - 92360, représenté par Monsieur Philippe LE PERSON, en sa qualité de chef(fe) d'établissement., agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 30 juin 2025

**Dénommée ci-après «
l'Etablissement »**

APRES AVOIR RAPPELE:

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans

l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 euros par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de

l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / décembre N-1.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2025 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.»

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la
Collectivité

Fait à
Le
Pour la
Région

Fait à Meudon
Le 16/07/2025
Pour l'Etablissement



Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Saison 2025 / 2026		Gymnase Barran				Version du: 13 juin 2025			
		lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche	
8h00-8h30					Entretien 08h00-11h00 3h				
8h30-9h00			Lycée La Source 08h30-10h00 1h30	Collège La Source 08h30-10h00 1h30					
9h00-9h30									
9h30-10h00									
10h00 - 10h30									
10h30 - 11h00									
11h00 - 11h30									
11h30 - 12h00			Lycée La Source 11h30-12h30 1h00						
12h00 - 12h30									
12h30 - 13h00									
13h00 - 13h30									
13h30 - 14h00					Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h				
14h00 - 14h30			Collège La Source 14h00-15h00 1h00						
14h30 - 15h00									
15h00 - 15h30									
15h30 - 16h00									
16h00 - 16h30									
16h30 - 17h00									
17h00 - 17h30									
17h30 - 18h00									
18h00 - 18h30									
18h30 - 19h00									
19h00 - 19h30									
19h30 - 20h00									
20h00 - 20h30									
20h30 - 21h00									
21h00 - 21h30									
21h30 - 22h00									
22h00 - 22h30									

Saison 2025 /		Gy mnase				Version du : 13 juin		
		lund	mard	merc	jeud	vendre	samed	dimanch
8h00 - 8h30		Lycée de l'Observatoire 8h15-10h00 1h45	Lycée La Source 08h30-10h00 1h30	Collège La Source 08h30-10h00 1h30		Entretien 08h00-12h30 4h30		
8h30-9h00								
9h00- 9h30								
9h30-10h00								
10h00 - 10h30								
10h30 - 11h00								
11h00 - 11h30			Collège La Source 11h00-12h00 1h					
11h30 - 12h00	Lycée la Source 11h30-12h30 1h	Lycée La Source 11h30-12h30 1h						
12h00 - 12h30								
12h30 - 13h00								
13h00 - 13h30								
13h30 - 14h00								
14h00 - 14h30		Collège La Source 14h00-15h30 1h30	Collège La Source 14h00-15h00 1h	Collège La Source 14h00-15h00 1h				
14h30 - 15h00								
15h00 - 15h30								
15h30 - 16h00								
16h00 - 16h30								
16h30 - 17h00				Collège La Source 16h30-17h30 1h				
17h00 - 17h30								
17h30 - 18h00								
18h00 - 18h30								
18h30 - 19h00								
19h00 - 19h30								
19h30 - 20h00								
20h00 - 20h30								
20h30 - 21h00								
21h00 - 21h30								
21h30 - 22h00								
22h00 - 22h30								

	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
8h00 -8h30	Entretien 05h00-12h00 4h	Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45	Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45	lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45	lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45		
8h30-9h00							
9h00-9h30							
9h30-10h00							
10h00 - 10h30							
10h30 - 11h00	-Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30		
11h00 - 11h30							
11h30 - 12h00							
12h00 -12h30							
12h30 - 13h00							
13h00 -13h30							
13h30 - 14h00							
14h00 - 14h30	Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30	Nouvelle demande UNSS VILLEBON en partage avec GEVELOT sur demande 1 mois à l'avance 14h00-16h00 2h	lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30		
14h30 - 15h00							
15h00 - 15h30							
15h30 -16h00	Lycée de l'Observatoire 15h30-17h00 1h30	Lycée de l'Observatoire 15h30-17h00 1h30	AS MEUDON BADMINTON N 2 séances entraînement Jeunes M1-M2 16h00-19h00 3h	Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h	Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h		
16h00 - 16h30							
16h30 -17h00							
17h00 -17h30							
17h30 -18h00							
18h00 - 18h30							
18h30 - 19h00							
19h00 - 19h30							
19h30 - 20h00	AS MEUDON BADMINTON N 19h00- 20h30 1h30	Proposition AS MEUDON BASKET 19h00- 20h30 1h30					
20h00 - 20h30							
20h30 - 21h00							
21h00 - 21h30				CHANGEMENT DE JOUR AS MEUDON BADMINTON 20h00-22h30 2h30			
21h30 - 22h00							
22h00 - 22h30	AS MEUDON BASKET Séniors loisirs						

Saison 2025 / 2026		Plaine de jeux 2				Version du : 13 juin 2025	
	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
Bh00- 8h30						En fonction des calendriers officiels et de l'état du terrain	En fonction des calendriers officiels et de l'état du terrain
8h30-9h00							
9h00-9h30							
9h30-10h00							
10h00 - 10h30							
10h30 - 11h00							
11h00 - 11h30							
11h30 - 12h00							
12h00 - 12h30							
12h30 - 13h00							
13h00 - 13h30							
13h30 - 14h00							
14h00 - 14h30							
14h30 - 15h00							
15h00 - 15h30							
15h30 - 16h00							
16h00 - 16h30							
16h30 - 17h00							
17h00 - 17h30							
17h30 - 18h00							
18h00 - 18h30					AS Meudon U16 (Football) 18h00-19h30 1h30		
18h30 - 19h00							
19h00 - 19h30							
19h30 - 20h00			AS MEUDON U15-U16 (Football) 19h30-21h00 1h30				
20h00 - 20h30							
20h30 - 21h00							
21h00 - 21h30		AS MEUDON U20 (Football) 21h00-22h30 1h30					
21h30 - 22h00							
22h00 - 22h30							

(en fonction de l'état de la pelouse/ fermeture des plaines en cas d'intempéries)

(en fonction de l'état de la pelouse/ fermeture des plaines en cas d'intempéries}

Saison 2025 / 2026						Terrain Synthétique Football						Version du: 13 juin 2025	
lundi		mardi		mercredi		jeudi		vendredi		samedi		dimanche	
8h00 • 8h30	Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45		Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45		Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45		Lycée de l'Observatoire 08h15-10h00 1h45		Entretien 08h00-13h30 5h30				
8h30• 9h00													
9h00-9h30													
9h30-10h00													
10h00 • 10h30													
10h30 • 11h00	lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30		Lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30		lycée de l'Observatoire 10h30-12h00 1h30		Nouvelle demande lycée Villebon !0h30-12h00 1h30						
11h00. 11h30													
11h30 • 12h00													
12h00 - 12h30							Entretien (à défaut vendredi) 12h00-13h30 2h30			Créneaux partagés selon calendrier			
12h30 • 13h00													
13h00 -13h30													
13h30 • 14h00	Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30		lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30				Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30		Lycée de l'Observatoire 13h30-15h00 1h30				
14h00 • 14h30													
14h30 • 15h00													
15h00 • 15h30										4 créneaux de matches possibles -12h à 4h -14h à 16h -16 à 18h -18 à 20h			
15h30 • 16h00	Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h		Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h				Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h		Nouvelle demande Lycée de l'Observatoire 15h30-17h30 2h				
16h00 • 16h30													
16h30 • 17h00													
17h00 • 17h30													
17h30 • 18h00										ASM			
18h00 • 18h30													
18h30 • 19h00													
19h00 • 19h30													
19h30 • 20h00													
20h00 • 20h30													
20h30 • 21h00													
21h00 • 21h30										4 matchs maximum sur la journée et en fonction des calendriers officiels	4 matchs maximum sur la journée et en fonction des calendriers officiels		
21h30 • 22h00													
22h00. 22h30													

(partage du terrain en cas de fermeture des plaines de Jeux)

Saison 2025 /					Terrain synthétique Honneur/ Mixte					Version du : 13 Juin 2025									
S																			
lund					mar					jeudi									
										vendredi									
										samedi									
										dimanche									
8h00- 8h30										Entretien (à défaut jeudi) 08h00-10h30 2h30		Am11tchs mHlmm ,ur la Journ** al en fonction du cal•ndrlut							
8h30-9h00					Collège la Source 08h30- 10h00		Entretien (à défaut vendredi) 08h30-10h30 2h												
9h00- 9h30																			
9h30-10h00																			
10h00 - 10h30																			
10h30 - 11h00																			
11h00 - 11h30	Collè1e la Source 11h00- 12h30 1h30				Collège la Source 11h00- 12h00														
11h30 -12h00																			
12h00 - 12h30																			
12h30 - 13h00														AS Meudon U15-U16 (Football) 3 créneaux de match possibles : •11h à13h •13h à 15h -15h à 17h (Dans le cas où L'ASM n'occuperait pas le créneau, celui- ci pourrait être mis à disposition d'autres associations)					
13h00-13h30													enSemainM impaires						
13h30 - 14h00																			
14h00 -14h30																			
14h30 - 15h00														Vanves Rugby 13h00 • h00 - Sh en partage avec en Semaines paires					
15h00 - 15h30																			
15h30- 16h00													Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30						
16h00 • 16h30																			
16h30- 17h00														Lycée la Source 16h30-17h30 1h					
17h00- 17h30																			
17h30 - 18h00													Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30						
18h00- 18h30																			
18h30 - 19h00														enSemainM impaires					
19h00 - 19h30	AS Meudon UIS-U16 (Football) 19h00-20h30 1h30																		
19h30 - 20h00																			
20h00 - 20h30															Vanves Rugby 13h00 • h00 - Sh en partage avec en Semaines paires				
20h30 - 21h00																			
21h00- 21h30												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
21h30 - 22h00																			
22h00 - 22h30													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
												Entretien + montage des poteaux de rugby 15h00-17h30 2h30							
													Lycée la Source 16h30-17h30 1h						
								</											

(partage du terrain en cas de fermeture des plaines de Jeux)

Annexe 11 : Convention relative utilisation équipements sportifs -Gastond Bachelard à Chelles

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la ville de Chelles *sis* Parc du souvenir Emile Fouchard-77500 à Chelles, représenté par ~~Madame~~/Monsieur Brice RABASTE, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération du en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, Gaston Bachelard *sis* 32 avenue de l'Europe-7500 à Chelles, représenté par ~~Madame~~/Monsieur Murielle BURLOT, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en du 26 juin 2025.....

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Complexe sportif Maurice Baquet		

ANNEXE 12 - Convention relative utilisation équipements sportifs-Auguste Perdonnet a Thorigny sur Marne

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la ville de Dampmart *sis 7 rue du château -77400* à DAMPMART, représenté par Monsieur Laurent DELPECH, en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° 2020/05/072 en date du 25 mai 2020

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400)*, représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement professionnel, Auguste Perdonnet *sis 1 allée du château-77400* à Thorigny sur Marne, représenté par Monsieur Richard Green, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :**Article 1 - Equipements mis à disposition :**

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Gymnase ROBY	Lundi	8h à 12h
	Mardi	8h à 12h
	Jeudi	8h à 12h
	Vendredi	8h à 12h

ANNEXE 13-Convention utilisation équipements sportifs- Auguste Perdonnet-Thorigny sur Marne

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire, propriétaire du centre aquatique *sis* 35-43 rue Jean Mermoz-77400. à Lagny sur Marne, représenté par Monsieur Jean Paul MICHEL, en sa qualité de Président, agissant en vertu d'une délibération du en date du

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement professionnel, *sis* 1 allée du château - 77400 à Thorigny sur Marne, représenté par Monsieur Richard Green, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Centre aquatique Marne et Gondoire	Mardi	16h17h

ANNEXE 14-Convention utilisation équipements sportifs- Georges Sand à Domont

**CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS
COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES
ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE**

ENTRE

Le propriétaire des équipements, la Collectivité de DOMONT (95330), représentée par son maire, **Monsieur Frédéric BOURDIN**, agissant en vertu d'une délibération n° 2020-041 du conseil municipal en date du 26 mai 2020;

Dénommée ci-après « la
Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par sa/son Présidente/Président, **Madame Valérie PECRESSE**, agissant en vertu d'une délibération n° **CP 2025-303**. en date du **21 novembre 2025**;

**Dénommée ci-après " la
Région",**

ET

Le lycée George Sand, *sis rue Censier* à Domont (95330), représenté par sa proviseur, Madame Valérie MARDON, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du

Dénommée ci-après «
!Etablissement»

APRES AVOIR RAPPELE:

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque les équipements ne seront pas utilisables du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans

l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 euros par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de

l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / décembre N-1.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;

uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

Envoyé en préfecture le 24/02/2025

Reçu en préfecture le 24/02/2025

Publié le

ID: 095-219501996-20250220-

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité

locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements. Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024 pour une durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 9 - Litiges :

Fait à *DOMONT*

Le

Pour la Collectivité

amiable recherchée préalablement par les parties, les de la présente convention seront portés devant le

Région

Fait à
Le
Pour la



Frédéric BOUQUIN
Maire de DOMONT
[Signature]

Envoyé en préfecture le
24/02/2025 Reçu en préfecture
le 24/02/2025 Publié le
ID: 095-219501996-20250220-DEC 2025

Fait à
Le
Pour !'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements utilisés :

Gymnase George

Sand

Stade omnisports des Fauvettes

Gymnase Charles de Gaulle

Gymnase des Grands Jardins (salle de tennis de table).

ANNEXE 15-convention utilisation équipements sportifs-Violet le Duc à Villiers St Frédéric

<p align="center">CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX, DEPARTEMENTAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE</p>

ENTRE

Le propriétaire et/ou gestionnaire de l'équipement, la commune de Villiers Saint Frédéric *sis* 2 rue Charles de Gaulle -78640 à Villiers Saint Frédéric, représenté par Monsieur Sylvain DURAND en sa qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération n° 38 en date du 18 septembre 2025

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région Île-de-France, *sis* 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur Seine (93400), représentée par Madame Valérie Péresse, en sa qualité de Présidente, agissant en vertu d'une délibération **n° CP 2025-303** de la commission permanente de la Région en date **du 21 novembre 2025**

Dénommée ci-après “ la Région ”,

ET

L'établissement public local d'enseignement, Viollet le Duc, *sis* 1 route de Septeuil - 78640 à , Villiers Saint Frédéric représenté par Madame Isabelle ALARY-JEAN, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du 17 septembre 2025

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L214-4 du code de l'éducation, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de la Région, pour une utilisation par l'Etablissement, les équipements suivants listés en annexe.

Article 2 - Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, l'Etablissement devra respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'Etablissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2025-2026, elle est plafonnée à 8 € par élève.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité une redevance calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année civile par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par la Région. La redevance due au titre de l'année civile N correspond à l'utilisation au titre de l'année scolaire septembre N-1 / juin N.

Article 4 - Assurances :

La Région souscrit une police ou plusieurs polices d'assurances garantissant l'Etablissement dès la signature de la présente convention :

- des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre des activités prévues au sein de la convention, du fait des personnes placées sous sa responsabilité, du fait des personnes intervenant en son nom ;
- uniquement dans le cadre de l'utilisation des équipements telles que prévue par la présente convention, des risques locatifs et des risques pouvant affecter ses propres biens (incendie, explosion, dégâts des eaux, bris de glaces, vol, dégradations, recours des voisins et des tiers).

La Région paie les primes et cotisations de cette assurance sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Une attestation d'assurance est fournie à la collectivité locale au moment de la signature de la présente convention. Durant toute la durée de la présente convention, une attestation d'assurance en cours de validité devra être transmise sur simple demande de la collectivité.

La Collectivité s'assure pour les risques liés à sa qualité de propriétaire des équipements.

Article 5 - Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1^{er} septembre 2025, pour la durée d'une année scolaire reconductible tacitement dans la limite maximale de trois années scolaires au total.

Article 6 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 7 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et,

le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 9 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à
Le
Pour la Collectivité

Fait à
Le
Pour la Région

Fait à
Le
Pour l'Etablissement

Annexe - Planning prévisionnel d'utilisation des équipements

Equipements	Jours utilisation	Horaire
Gymnase de la mairie de Villiers Saint Frédéric	Mardi	8h-12h
	Jeudi	8h-12h